

Présentation par la Ministre de la Santé du pacte de refondation des urgences : un dialogue de sourd hors concours.

Plus de 6 mois que les personnels hospitaliers des services d'urgences sont mobilisés et en grève. La Fédération SUD Santé Sociaux n'espérait pas grand-chose des annonces que la Ministre de la Santé allait nous faire, et sur ce point-là nous n'avons pas été déçu·e·s

La ministre nous a donc présenté ce 9 septembre, 12 mesures et 750 millions d'euros sur 3 ans qui sont censés solutionner le problème des urgences mais qui pour nous ne répondent pas à la crise actuelle des urgences, ni aux revendications des personnels hospitaliers mobilisés.

Pourtant les revendications des personnels hospitaliers sont claires : augmentations des effectifs soignants, 300 euros d'augmentation de rémunérations pour l'ensemble des salarié·e·s et non des primes qui ne sont que du saupoudrage, réouverture de lits d'aval.

Mais pour le gouvernement, le seul moyen pour enrayer la crise des urgences, est de baisser leur fréquentation. Et pour cela la grande nouveauté est la création du Service d'Accès aux Soins (SAS) (dans lequel quasiment la moitié des 750 millions d'euros vont passer) en développant l'offre de consultations médicales sans rendez-vous en cabinet libéraux.

Un véritable mépris vis-à-vis de tou·te·s les professionnel·le·s de santé tant médicaux que paramédicaux.

On demande des collègues supplémentaires pour travailler, elle répond protocole de coopération.

On parle désert médicaux, elle nous répond téléconsultation.

Les médecins généralistes parlent de leur charge de travail, elle leur répond qu'ils seront épaulés par les assistants médicaux.

On lui rappelle que les métiers de services à la personne ne sont pas attractifs, que ce sont des métiers féminisés qui sont mal rémunérés pour leur compétence et leur niveau de qualification et que leur revalorisation salariale est indispensable, elle nous répond « prime » !

On lui parle des fermetures des lits d'aval, elle nous répond que le développement de l'ambulatoire c'est l'avenir comme aux Etats-Unis...

On lui dit qu'au lieu d'un parcours dédié pour les personnes âgées il faudrait renforcer les effectifs des personnels dans les EHPAD, car sans moyens humains dans les EHPAD c'est plus de risque pour la santé de nos personnes âgées, et donc des entrées supplémentaires aux urgences elle nous répond qu'elle va développer le dispositif d'astreinte d'infirmière de nuit mutualisée en EHPAD...



Fédération SUD Santé Sociaux

Pour la fédération SUD Santé Sociaux, ces soi-disant mesures ne sont que des « non-annonces » et le compte n'y est pas !

La Santé n'est pas un coût, c'est l'absence d'un service de santé public de proximité qui fait exploser les dépenses !

750 millions sur trois ans c'est bien en deçà de ce qu'il faudrait pour résoudre le problème des urgences.

STOP aux mesures organisationnelles à distance, la fédération SUD Santé Sociaux veut des mesures d'envergures tout de suite ! Et cela passe par :

- Une juste revalorisation salariale de 300 € nets/mois.
- L'amélioration des conditions de prise en charge des patient·e·s accueillies dans les services d'Urgences, pour un objectif « zéro hospitalisation brancard. Et pour cela :
 - La création de 10 000 postes soignants dans les services d'urgence des hôpitaux publics.
 - L'augmentation des lits d'aval et l'arrêt de la politique de développement de l'ambulatoire à tout prix.

Enfin si l'on veut vraiment résoudre le problème des urgences à plus long terme, il faut résoudre le problème de l'Hôpital public qui est malade des mesures austéritaires qu'il subit depuis des années.

La fédération SUD Santé Sociaux exige comme chaque année une augmentation de l'Ondam (Objectif national de dépenses de d'assurance maladie) bien au-delà des 2,3% proposés par le gouvernement.

